

dépasse l'imagination de tout autre Canadien lorsqu'il se donne la peine d'écouter.

[Traduction]

Monsieur le Président, il est important que je dise cela en anglais. Le reste du pays doit se rendre compte que nous sommes au bord d'une crise constitutionnelle qui pourrait sonner le glas du Canada. J'espère que notre débat et même les travaux de la commission Spicer, ainsi, bien sûr, que les travaux de la Commission Bélanger-Campeau feront comprendre au reste du Canada que le Québec a attendu trop longtemps et que le reste du Canada doit se réveiller s'il veut réussir, avant qu'il soit trop tard, à sauver le Canada.

[Français]

Tout d'abord, regardez ce que disent les groupes sociaux et les syndicats du Québec, ils veulent déjà partir.

[Traduction]

Ils parlent déjà, monsieur le Président, de ce qu'ils feront lorsque le Québec sera un État souverain.

[Français]

En outre, il ne s'agit pas uniquement des syndicats et des groupes sociaux, monsieur le Président, mais il y a aussi les groupes financiers comme le Mouvement Desjardins.

[Traduction]

Lorsqu'une institution financière comme le Mouvement Desjardins prône l'indépendance, vous savez que le Canada n'a plus beaucoup de temps.

[Français]

De plus, le Conseil du patronat veut que le Québec se distingue fondamentalement, non seulement par la langue, mais aussi par toute une série d'autres initiatives, y compris les institutions comme le Code civil, le ministère du Revenu, les réseaux de centres de main-d'oeuvre et les institutions financières, *et caetera*. D'autres, comme la Chambre de commerce du Québec, préfèrent qu'on conserve une union monétaire avec le Canada, mais n'en envisage pas moins froidement la viabilité d'une monnaie séparée pour le Québec. Il faut écouter, monsieur le Président!

[Traduction]

Canadiens, sachez que la Chambre de commerce de Québec préfère certes conserver le système monétaire canadien, mais n'exclut pas la création d'une monnaie uniquement québécoise. Le temps commence à manquer

### Initiatives ministérielles

et le premier ministre ne peut se payer le luxe de faire traîner les choses pendant trois ans, comme ce fut le cas dans le processus du lac Meech. Il ne lui reste plus beaucoup de temps pour ouvrir la voie, pour prendre l'initiative, pour planifier, pour montrer qu'il se rend compte de la gravité de la situation.

[Français]

Une voix: C'est vrai!

Mme Copps: Les idées présentées à la Commission Bélanger-Campeau sont plus audacieuses les unes que les autres. Beaucoup demandent que la question soit tranchée par les Québécois et Québécoises par un référendum le plus rapidement possible. Cette Commission, monsieur le Président, doit remettre son rapport à la fin mars, c'est-à-dire que le gouvernement du Québec aura alors des recommandations précises et pourrait agir très rapidement.

Monsieur le Président, vous me pardonnerez si j'ai décrit en détail la nature du déroulement de l'échéancier au Québec, mais je l'ai fait précisément parce que je voulais le comparer avec l'échéancier ici au fédéral.

[Traduction]

Je voulais parler en détail du processus québécois parce qu'il contraste vivement avec le manque total d'initiative et de planification du premier ministre et son gouvernement en ce qui concerne la survie du Canada.

La Commission Spicer a été mise sur pied à la toute dernière minute. La motion dont nous sommes saisis aujourd'hui a été élaborée pour régler le problème politique immédiat du premier ministre. Où est-il depuis le 23 juin, quand il sait que le compte à rebours constitutionnel a commencé? Où était-il et pourquoi n'élargit-il pas le mandat de ce comité pour que celui-ci traite non seulement de l'importante question de la formule de modification, mais aussi les autres questions que les Canadiens souhaitent mettre sur la table?

Il est simpliste et naïf de dire que Meech a échoué à cause de la règle de l'unanimité. L'Accord du lac Meech a échoué parce que le premier ministre du Canada n'a pas parlé au Canada d'une manière aussi éloquente et vigoureuse qu'il ne l'a fait au Québec. Monsieur le Président, je n'ai pas peur de parler ainsi parce que j'ai tenu les mêmes propos dans toutes les régions du pays: l'échec du lac Meech est directement attribuable à la mauvaise gestion et à l'amateurisme du gouvernement. Je crains que nous ne soyons sur le point de répéter les mêmes erreurs.